
De bon augure

Jean Kahn

La communauté juive de France a toujours été un acteur important du débat portant sur le conflit israélo-palestinien. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) donne son sentiment sur l'accord du 13 septembre et ses répercussions politiques en répondant aux questions de Régine Dhoquois-Cohen.

— *Que pensez-vous de l'accord Gaza/Jéricho?*

J'en pense énormément de bien et je m'en réjouis beaucoup parce que la recherche de la paix a toujours été notre objectif et le fait que ce pré-accord de paix ait pu être signé est pour nous d'un excellent augure et doit laisser prévoir, ce que je souhaite ardemment, la paix, la prospérité pour l'ensemble de la région et, je l'espère, le fait que toute tentative de guerre puisse être exclue dans cette région du monde. Je pense cependant que le terrain est semé d'embûches. Tout le monde en est conscient. Nous pensons que tout doit bien se passer et nous appuierons tous les efforts qui sont faits dans ce sens.

— *Comment expliquez-vous les changements dans l'opinion publique juive en France vis à vis de la reconnaissance de l'OLP notamment? Nous avons déjà pu percevoir ce changement vers avril ou mai 1993, lorsque l'UEJF avait organisé une manifestation pour la paix au Palais des Congrès.*

J'ai participé à cette manifestation, j'y ai prononcé un discours. J'ai tout fait pour que David Levy, ancien ministre des Affaires étrangères d'Israël qui se trouvait devant la porte, vienne y participer malgré la

présence dans le bâtiment d'un représentant de l'OLP. J'ai passé une heure devant la porte du Palais des Congrès à essayer de le convaincre, en vain. Néanmoins, je pense qu'aujourd'hui la communauté juive de France se situe majoritairement derrière le processus de paix, derrière la reconnaissance réciproque d'Israël et de l'OLP et suit donc le gouvernement israélien, démocratiquement mis en place.

— *Vous expliquez ce changement par le côté légitimiste de la diaspora juive en France?*

Je me l'explique de deux manières: par la recherche de la paix qui est essentielle, quelles que soient les convictions ou les tendances des uns ou des autres. L'autre raison a peut-être à voir avec le légitimisme dont vous parliez. Effectivement, les juifs français qui ne sont ni les acteurs ni les décideurs, qui ne sont pas exposés à des actes de guerre, qui ne payent pas les impôts que payent les Israéliens ne sont pas soumis à la vie, parfois dangereuse, des Israéliens et par conséquent n'ont pas à se substituer à eux pour choisir la politique israélienne. Israël a une assemblée démocratiquement élue. Aujourd'hui, c'est encore la seule démocratie de toute cette région du monde. J'en veux pour exemple qu'Israël est le seul pays admis comme observateur au Conseil de l'Europe. Ni l'Égypte, ni l'Irak, ni la Jordanie qui avaient essayé de devenir observateurs n'ont été admis. Il y a donc un régime démocratique mis en place par un peuple souverain et les juifs français sont solidaires du peuple d'Israël et par voie de conséquence de ses institutions démocratiques.

— *Je ne suis pas tout à fait convaincue par votre réponse. En juillet dernier, par exemple, moi-même et la Ligue des droits de l'Homme, faisons l'objet dans Tribune Juive — qui est un organe important de la communauté juive organisée — d'un article diffamatoire et injurieux (intitulé: "Quand la Ligue des droits de l'Homme torture Israël!"), à l'occasion du compte rendu de ma mission en Israël pour la Ligue française des droits de l'Homme et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, comme observatrice à la "conférence internationale sur la torture et le cas d'Israël", organisée par L'Association des médecins israéliens et palestiniens. Deux mois plus tard, quel changement!*

Moi-même, je subis des appels téléphoniques virulents de la part de certains, parce que j'ai pris telle position en faveur de la paix. Vous n'empêchez pas un certain nombre de gens, qu'ils soient journalistes ou autres, de vouloir affirmer avec vigueur, leurs positions personnelles. Nous sommes dans une période de tournant historique. Il est évident que tout le monde ne suit pas ce tournant. Comme je suis attaqué par certains à droite et par certains à gauche, je me dis que finalement, je représente bien la communauté juive de France, en ce sens que j'essaie

de faire la synthèse des sensibilités de la plus grande partie de cette communauté.

— *Dans un article de Nicolas Weill paru dans Le Monde du 17 octobre 1993, on peut lire cette phrase du grand écrivain israélien David Grossman, parue dans Yediot Aharonot: "La fin de l'état de guerre et celle de l'occupation des territoires, le début de la "normalisation" de notre existence poseront une question pénible et sans équivoque aux millions de juifs qui en diaspora se considèrent comme sionistes, et qui, à ce qu'ils disent, "hésitent" depuis des années à venir: viendrez-vous vivre ici une existence remplie de défis nouveaux y compris sur le plan de votre identité juive, ou resterez-vous en diaspora? Et si à la fin des fins, vous ne venez pas, devons nous continuer, nous les gérants de l'hôtel Sion, à garder des chambres libres à votre nom? Ou bien allons nous décider de mettre une limite dans le temps à la problématique "loi du retour" (exception faite pour les Juifs en danger ou menacés par la misère), ce qui nous permettrait de trouver une ébauche de solution au problème de l'égalité complète pour le bon cinquième des citoyens israéliens qui ne sont pas juifs?" Qu'en pensez vous?*

Je crois que la vocation d'Israël est de demeurer ce qu'elle a été au départ, c'est à dire le havre, l'asile pour ceux qui sont persécutés à travers le monde, mais aussi pour ceux des juifs qui, tôt ou tard, voudraient venir s'y installer. Si Israël devait renoncer à cette vocation, il perdrait une partie de sa signification profonde. N'oublions pas qu'Israël a été créé après des millénaires d'inexistence d'un Etat juif et que pendant ces millénaires, même si c'est sur un plan religieux, des générations ont prié pour le retour à Jérusalem — même si c'était, pour certains, un retour spirituel —. Néanmoins, je crois que le retour à Jérusalem doit être une possibilité pour tous les Juifs qui à travers le monde souhaitent pouvoir y vivre.

— *Le fait qu'Israël soit un Etat juif, avec toutes les difficultés que l'on sait quant à la définition du juif, pose un grave problème abordé par David Grossman, celui de l'égalité entre les citoyens arabes et les citoyens juifs d'Israël, égalité qui est loin d'être réalisée notamment dans les domaines du travail et de l'éducation.*

Je ne crois pas qu'il y ait vraiment une discrimination entre Israéliens juifs et Israéliens arabes. Il se peut qu'à certains moments, ils le ressentent. Il y a deux ministres israéliens arabes, que je connais parfaitement l'un et l'autre. Ils sont vice-ministres l'un de la Santé et l'autre de l'Agriculture et cohabitent au sein du gouvernement. Je crois que c'est une preuve suffisante de la reconnaissance de leur existence parce qu'ils participent à la gestion du pays. S'il y a quelques différences, elles seront gommées par la suite. J'ajouterai que Juifs et Arabes ont déjà cohabité dans le passé dans certaines régions du

monde. Je vois beaucoup de choses positives dans cette cohabitation: le génie juif et le génie arabe et, en particulier, palestinien vont pouvoir faire bon ménage. Les Palestiniens sont devenus des cadres dans nombre de pays arabes. Je crois qu'ils ont indiscutablement des qualités pour faire progresser l'économie. Un mariage de raison entre les deux parties de la population est de nature à être fructueux et ce d'autant plus que le savoir faire israélien peut se marier aux ressources naturelles de ses voisins arabes. Là également il peut y avoir une collaboration particulièrement utile et productive.

— *Combien de juifs français décident d'aller vivre en Israël chaque année?*

Les chiffres ne sont pas particulièrement importants. Ils doivent se situer aux alentours du millier .

— *Pensez-vous qu'une normalisation des rapports judéo-arabes au Proche-Orient conduise à un recul de l'antisémitisme dans le monde et notamment en France?*

Je ne pense pas qu'en France l'antisémitisme soit dû à l'origine à l'opposition entre Juifs et Arabes. Je ne suis pas tellement inquiet quant à l'antisémitisme en France. Il existe certes. Mais je ne pense pas qu'il soit en progression. Il y a plus d'expression d'antisémites, il y a plus de manières de s'exprimer, mais il n'y a pas plus d'antisémitisme en France. Quant à l'antisémitisme des pays arabes, c'est là que peut-être beaucoup de choses pourraient progresser. Vous savez qu'un certain nombre de pays arabes n'ont cessé de véhiculer, ces dernières années encore, "*Les protocoles des sages de Sion*". Je pense à l'Algérie, à tous les pays voisins d'Israël. S'il y a un accord, il y a des chances pour que l'on veuille mettre une sourdine à cette campagne qui n'a cessé de se manifester et ce d'autant plus qu'on a fait un amalgame que je dénonce: on luttait contre les Israéliens mais en réalité, en disant Israéliens, on pensait aux Juifs.

C'est la raison pour laquelle, je rappelle souvent que nous communauté juive de France, lorsque nous parlons du conflit israélo-palestinien, nous avons peut-être notre mot à dire, parce que souvent ce sont des cibles juives et non pas israéliennes qui ont été les victimes des attentats terroristes. Je rappelle les attentats à Rome, à Anvers et à Paris, c'étaient des synagogues ou des centres culturels juifs qui n'avaient absolument rien d'israélien.

— *Est-ce que la gestion des diverses tendances au sein du CRIF est plus aisée maintenant ou plus difficile ou identique?*

Nous sommes encore au début de ces accords et donc encore en période de fièvre. Les uns ont intégré ce pré-accord et se déclarent derrière le gouvernement israélien et je pense qu'il s'agit de la majorité. D'ailleurs, j'ai souhaité faire une campagne d'information à travers toute la France, auprès des communautés juives pour leur expliquer ce que sont ces pré-accords. Je vous remets une lettre de Shimon Pérès du 13 octobre dernier soulignant qu'à mon initiative, 84 réfugiés musulmans de Bosnie ont été accueillis par Israël et que cela a été de nature à modifier l'image d'Israël mais aussi à favoriser cet accord de paix. Cette campagne est nécessaire. Il y a quand même eu un virage en épingle à cheveux et certains juifs de base n'ont pas très bien compris encore de quoi il s'agissait.

— *Vous avez commencé? Y a-t-il de fortes oppositions?*

Non, mais en général, je vais dans les villes et les banlieues et ça se passe bien. De temps en temps, il y a deux ou trois chahuts sans gravité.

— *Dans un communiqué du CRIF du 8 septembre 1993, on trouve l'affirmation suivante: "Le CRIF réaffirme son attachement indéfectible à Jérusalem capitale une et indivisible de l'Etat d'Israël et centre spirituel du peuple juif". Qu'en est-il des deux autres religions qui peuvent revendiquer cette qualité?*

Je dis toujours que l'Eglise catholique a une ville sainte, c'est Rome, que l'Islam a deux villes saintes, essentiellement La Mecque et Médine et je dis également que chaque religion doit avoir un libre accès à ses lieux saints et les gérer. Personne ne verra d'inconvénient à ce que les responsables de ces différentes religions soient maîtres dans les enclaves qui sont celles des lieux saints, mais je pense que Jérusalem ne doit pas être divisée (les exemples de Berlin ou de Dantzig en montrent le danger). Il faut qu'une ville puisse rester unie et comme Jérusalem est la capitale spirituelle du peuple juif depuis quelques milliers d'années, ce serait dramatique qu'aujourd'hui on veuille lui enlever cette vocation. Mais ceci dans la compréhension et l'entente. Je crois très franchement que lorsque les négociations seront avancées, le statut de Jérusalem ne posera plus de problème parce que l'on trouvera des formules qui permettent à chacun de s'y retrouver. Il y aura peut-être des arrondissements comme à Paris, avec des maires palestiniens. Mais la ville doit rester unie et sans doute capitale d'Israël, ce qui ne doit pas empêcher une éventuelle confédération palestino-jordanienne d'y trouver également son lieu central. Mais comme je pense qu'en fin de compte, ce sera certainement une confédération israëlo-palestino-jordanienne qui se constituera, il n'y aura plus de problème. On oublie trop souvent que pour qu'un Etat soit viable, il faut qu'il soit une entité économique

également, or tout le monde sait que la Cisjordanie et Gaza ne sont pas des régions économiques suffisamment importantes pour pouvoir vivre de façon indépendante. Le contrôle international me paraît à exclure; il sera exclu par tous.

Entretien conduit
par
Régine Dhoquois-Cohen.